

LA POLITIQUE RUSSE ET LE CONFLIT EN SYRIE

Observatoire de la Russie (CERI)

Marie Mendras

9 mai 2012

Au lendemain de l'investiture de Vladimir Poutine, l'Observatoire de Russie a convié, sous la présidence de Christian Lequesne, directeur du CERI, Nathalie Nougayrède, journaliste politique au *Monde* et Jean-Pierre Filiu, ancien ambassadeur en Syrie, spécialiste du Monde arabe et professeur à Sciences Po, à discuter avec Marie Mendras de la position de la Russie sur le conflit syrien. Comment interpréter la position de Moscou ? Est-elle viable ? Quelle est la stratégie de la Syrie (opposants et pouvoir en place) face à la position russe ?

La question est abordée sous des angles très différents permettant d'élaborer une réflexion complexe. Selon que l'on approche la question du point de vue des opposants ou du pouvoir, des Russes ou bien des Syriens, le regard en est changé permettant de révéler les différentes dimensions du conflit syrien.

MOSCOU-DAMAS, QUI TIENT QUI ?

Jean-Pierre Filiu fait le constat suivant : si, depuis plus d'un mois que la trêve est en vigueur, on dénombre plus d'un millier de morts, on constate aussi que la contestation ne faiblit pas et que les manifestants continuent à braver le pouvoir dans la rue. Ce simple constat laisse penser que la position de la Russie, qui consiste à saboter tout plan de sortie de crise, est vouée à l'échec. L'opposition syrienne va l'emporter et l'animosité à l'égard de la Russie n'en sera que plus grande.

La Russie a une vision erronée de la situation en Syrie et surtout de sa propre position vis-à-vis du pouvoir syrien en place. Il faut d'abord souligner l'absence de « tendresse » à l'égard de la Russie en Syrie, pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Filiu. Il n'y avait pas de sentiment positif à l'égard des soviétiques, il n'y en a pas davantage à l'égard des russes, et ce, malgré les efforts du Kremlin pour activer une forme de *soft power* dans la région (distribuant généreusement décorations, honneurs et privilèges). Or la fascination pour les Etats-Unis est grande et a toujours neutralisé les efforts du pouvoir russe.

La Russie fait preuve à l'égard de la Syrie d'une certaine naïveté. Les représentants du pouvoir russe ont le sentiment de comprendre les élites politiques syriennes qu'ils fréquentent, alors qu'ils ne saisissent pas le mode de fonctionnement en « façade » de cette société, reposant sur un système d'écrans et d'intermédiaires.

Pourtant les diplomates russes sont brillants et ont su nouer des relations fructueuses, répondant à des intérêts communs. Ainsi, la nomination d'Evgueni Primakov comme premier ministre en 1998 n'est pas étrangère à l'intimité des relations tissées avec le régime de Bachar El-Assad. Les Russes, selon les termes de Jean-Pierre Filiu, ont « épousé une réalité parallèle à celle du régime syrien ». Or cette proximité avec le régime syrien fait de la Russie un ennemi honni par l'opposition qui descend tous les vendredis dans la rue en scandant des slogans anti-russes : « la Russie tue nos enfants ». L'opposition syrienne aurait certainement dû aller en Russie, comme ils sont allés en Chine, mais il n'en demeure pas moins que la responsabilité de la Russie dans l'escalade de la violence est grande. Et si la Russie défend sa position en invoquant les affaires irakiennes et libyennes, dans lesquelles ses intérêts auraient été mis à mal par les Européens et les Américains, il reste que la Russie est de plus en plus tenue pour complice des massacres commis en Syrie. C'est l'un des points importants que Jean-Pierre Filiu souligne : il ne s'agit pas d'une guerre civile opposant des groupes de la société, mais le massacre d'une population par son gouvernement dans un déséquilibre démesuré du rapport de force.

Les dirigeants russes, tout à leur schéma ancien de la guerre froide, prétendent se défendre contre les occidentaux, mais ce paradigme n'existe plus, car pour qu'il fonctionne encore « il faut être deux », or la Russie est désormais seule à jouer cette partition. Ainsi, la Russie, croyant tenir la haute main face aux Américains et aux Européens, ne comprend finalement pas qu'elle est manipulée par le pouvoir syrien qui use de l'ingérence russe comme d'un instrument de domination. Selon Jean-Pierre Filiu, la Russie sera la grande perdante de cette relation obstinée avec Bachar Al-Assad. Elle n'a pas d'influence majeure sur le pouvoir syrien et manquera la victoire de l'opposition.

QUE CHERCHENT LES DIRIGEANTS RUSSES ?

Nathalie Nougayrède souligne d'abord le fait que ce conflit a une dimension assez unique : on relève peu de cas d'Etat s'attaquant avec une telle violence à sa propre population. On peut relever les cas soudanais et sri-lankais (où, dans les deux cas, la Russie est intervenue en faveur des Etats). À supposer qu'elle en ait pris la mesure, Moscou est indifférent aux massacres commis en Syrie. Du moins s'agit-il de la position qu'affiche officiellement le pouvoir et qui semble finalement refléter la nature du pouvoir en Russie.

Il y a dans la position de la Russie une dimension psychologique importante : Vladimir Poutine s'oppose par principe aux occidentaux. L'opposition russe à la guerre en Irak fut surtout motivée par la perspective d'un affrontement avec les Etats-Unis. Poutine a d'ailleurs choisi tardivement de rallier la position de la France. La Russie veut rappeler qu'elle porte une vision autre que celle des Occidentaux, celle d'un pays émergent (BRIC). Toutefois, la solidarité de la Chine, de l'Inde ou du Brésil sur cette question n'est pas évidente. Au-delà de l'opposition de principe, la Russie tente surtout de faire monter les enchères, car il ne faut pas s'y tromper les Russes finiront par lâcher la Syrie, soit que la situation sur place les y contraigne, soit que la situation internationale les y conduit.

Pour l'instant, les Russes considèrent que le soutien au régime syrien leur est profitable. Ils espèrent à moyen-terme parvenir à plusieurs résultats : ils veulent éloigner le scénario d'une attaque de l'Iran par Israël ; la Syrie constituant jusqu'à présent le seul allié de l'Iran dans la région. Deuxièmement, la Russie veut jouer un rôle majeur dans le dossier iranien sur la scène internationale. Les Etats-Unis, qui sont préoccupés par un scénario militaire, concentrent tous leurs efforts sur la diplomatie. Enfin, les Russes pensent avoir une carte à jouer sur le dossier du nucléaire iranien.

En affichant leur soutien à Bachar El-Assad, les Russes envoient un message à l'Iran, ce qui ne veut pas dire que la Russie soutient la Syrie en raison de liens d'amitié ou d'entente qui pourraient les unir. La Syrie constitue une carte à jouer pour la Russie. La question est alors de savoir quel sera le prix d'un changement de la position russe ? Les Saoudiens ont déjà prévenu qu'ils étaient prêts à négocier sur la question du pétrole si la Russie décidait d'assouplir sa position, mais ce n'est pas ce qui intéresse la Russie. La Russie est davantage intéressée par la possibilité d'infléchir la position des Etats-Unis sur le bouclier anti-missile. Elle souhaite à la fois la restriction de son déploiement et un droit de regard sur l'agencement du système sur le continent européen.

A cet égard, la Russie fait preuve d'arrogance sur le dossier syrien, méprisant la position européenne. Cela pose la question du rôle de l'Europe et des moyens dont elle dispose pour faire fléchir la Russie, en suspendant notamment les accords de coopération. Selon Nathalie Nougayrède, cela nous invite à réfléchir sur la nature déséquilibrée des

relations entre l'Europe et la Russie. Le facteur décisif reste les Etats-Unis contre lesquels la Russie se positionne de manière obsessionnelle. Or l'administration Obama ne place pas la Russie au plus haut de ses priorités et se trouve embarrassée par le drame syrien en cette année électorale.

LES CAUSES INTERNES DE LA POLITIQUE POUTINIENNE

Prolongeant les propos tenus par Jean-Pierre Filiu, Marie Mendras note en effet que la vision de la guerre froide n'existe plus qu'à Moscou et que la clé de compréhension de la position russe en Syrie se trouve en Russie même. Les élites dirigeantes ont porté un regard inquiet sur le printemps arabe. Dans la chute du régime tunisien et égyptien, le pouvoir russe a entrevu la possibilité d'un scénario similaire chez lui. Or Poutine, qui dès septembre avait annoncé sa réélection à la présidence, s'est trouvé confronté à des manifestations de grande ampleur après les élections législatives de décembre, puis tout au long de la campagne électorale présidentielle.

Si le pouvoir russe tolère les massacres en Syrie, c'est qu'il n'a ni opinion publique ni opposition parlementaire à gérer et qu'il veut à tout prix éviter la « banalisation » de l'ingérence extérieure pour faire cesser la barbarie d'un « Etat souverain ». Il s'obstine à présenter les massacres en Syrie comme étant autant la responsabilité des « rebelles » et « terroristes » que du régime en place. Par ailleurs, les Russes connaissent mal le sujet. On se rend compte à la lecture du livre de Evgueni Primakov, *Russia and the Arabs*, publié en 2008, qu'il passe à côté du sujet, son analyse est obsolète, or c'est à lui que l'on demande conseil. Les dirigeants russes sont très peu nombreux à suivre le dossier syrien et entretiennent une situation classique de désinformation : pas de débats parlementaires, peu de critiques éclairées dans les médias, manque d'expertise indépendante sur les pays arabes.

Le problème crucial pour le Kremlin est d'assurer la stabilité du régime. C'est pourquoi Vladimir Poutine est inquiet face aux évènements qui secouent les pays arabes. Si on écoute Serguei Lavrov, Igor Ivanov ou Evgueni Primakov, le printemps arabe ne démontrerait pas une déstabilisation des régimes de l'intérieur, mais serait l'effet de l'ingérence illégitime de puissances étrangères. La longue et terrible guerre menée par l'armée russe en Tchétchénie n'est toujours pas analysée objectivement et aucune leçon n'en est tirée quant aux situations de recours à la violence extrême par un gouvernement contre sa propre population. Vladimir Poutine sait qu'il n'a pas de légitimité démocratique, car il a dû forcer les résultats des urnes en décembre et en mars dernier, et les élections sont contestées. Il a besoin de la seule légitimité que confère l'exercice du pouvoir sans contrôle de la société.

Marie Mendras rejoint Nathalie Nougayrède sur le fait que Poutine est obsédé par la volonté d'afficher la puissance de la Russie face aux Américains. Il est essentiel pour la Russie d'établir une parité avec Washington ; la Russie n'étant puissante que si les Etats-Unis la voient comme telle. C'est pourquoi il n'est pas dans l'intérêt de la Russie de faire aboutir une solution diplomatique, avec ou sans Bachar El-Assad. La seule position tenable, pour Moscou, est de maintenir le statu quo, et donc d'accepter la poursuite des violences, permettant ainsi à la Russie de laisser aux autres Etats la responsabilité de prendre des risques, ou de ne pas en prendre.

Dans le prolongement de l'analyse de Jean-Pierre Filiu sur le manque de sympathie des Syriens à l'égard des Russes, Marie Mendras observe que les experts et dirigeants russes sont persuadés que les sociétés du Moyen-Orient sont anti-américaines. Ils ont toujours présenté les régimes irakien, syrien et égyptien, tout comme la plupart des pays du Golfe, comme des remparts contre le terrorisme, remparts que les Etats-Unis auraient imprudemment détruits. Quand les Russes pensent Moyen-Orient, ils pensent ainsi Asie centrale, Caucase et islamisme. Ils se persuadent que ce sont les mouvements de contestation interne qui sont à l'origine de la déstabilisation du Caucase et qu'il suffit d'étouffer ces mouvements.

Cependant, depuis la contestation de l'hiver dernier dans les grandes villes de Russie, le régime Poutine n'est plus vu comme infaillible et tout-puissant. La politique étrangère s'en trouve plus vulnérable et plus critiquée au sein des cercles du pouvoir et des medias. La position du Kremlin n'est plus l'objet d'un consensus fort au sein des élites russes, qui confrontent désormais les opinions exprimées au sein des nouveaux mouvements de contestation politique et sur l'Internet. Affaires intérieures et affaires extérieures sont inextricablement liées. *Chemsa Tortchinski*

A lire

– Jean-Pierre Filiu, «Le dilemme de l'armée syrienne libre est politique», *Libération*, 16 avril 2012

http://www.liberation.fr/monde/2012/04/16/le-dilemme-de-larmee-syrienne-libre-est-politique_812197

– Jean-Pierre Filiu, « Syrie : pour la résistance civile face au régime Assad », *Rue 89*, 14 avril 2012

<http://blogs.rue89.com/jean-pierre-filiu/2012/04/14/syrie-pour-la-resistance-civile-face-au-regime-assad-227198>

– Evgueni Primakov, « A un pas du chaos », *La Russie d'aujourd'hui*, 8 février 2012 (publication originale dans le journal russe La Gazette russe, *Rossiiskaia gazeta* le 6 février 2012)

http://larussiedaujourd'hui.fr/articles/2012/02/08/a_un_pas_du_chaos_14200.html

(<http://rg.ru/2012/02/06/primakov.html>)

– Evgueni Primakov, « Russia and the US in need of trust and cooperation », *Global Affairs*, 8 février 2006. http://eng.globalaffairs.ru/number/n_6200